

Droit de réponse au Père Pedro

MyDago.com – GTT International & Eliane NAIKA, sénatrice - 08/04/10

Droit de réponse aux propos tenus par le Père Pedro dans la lettre ouverte du 2 avril 2010, adressée à M. Louis MICHEL, président de l'ACP-UE.

Il est de notre devoir, en tant que Malagasy patriotes, de réagir pour apporter les précisions et corrections qui s'imposent.

En préambule nous soulignons que les termes de la résolution de l'Union Africaine précise clairement que les sanctions sont destinées aux 109 personnes reconnues pour être responsables du blocage de la mise en œuvre des accords de Maputo. Il n'a jamais été question de sanctionner ni Madagascar, ni encore moins les Malagasy.

En outre, permettez-nous de vous rappeler que les sanctions notamment individuelles ont déjà été votées lors de la 18ème session de l'Assemblée parlementaire paritaire ACP-UE de novembre 2009 à Luanda. Ces sanctions sont attendues avec impatience par la majorité de la population ! Aujourd'hui, pour qu'elles soient pleinement efficaces, c'est dans l'ordre des choses qu'elles soient appliquées également en Europe, et même dans le monde entier. Vous êtes probablement l'une des rares personnes surprises par les propos de M. Louis MICHEL qui est dans l'ordre des procédures internationales.

Un putsch n'est jamais l'expression de la démocratie. Les auteurs de ce putsch que vous défendez ont confisqué la démocratie à Madagascar, et le peuple manifeste tous les jours justement pour réclamer le retour de la démocratie, malgré les intimidations et les exactions qu'ils subissent de la part des putschistes.

Vos propos négationnistes sont diffamatoires voire insultants pour les nombreuses victimes des arrestations arbitraires et des crimes proférés par les putschistes. Votre position en tant que membre de l'église renforce la conviction des Malagasy que certains membres éminents de l'église catholique ont leur part de responsabilité dans la crise actuelle à Madagascar. Surtout quand on a vu ce qu'a fait l'évêque Odon Razanakolona, et ce que vous faites aujourd'hui, le doute n'est plus permis.

Vous prétendez connaître Madagascar mieux que M. Louis MICHEL. Sachez tout de même que M. Louis MICHEL a réalisé des projets autrement plus constructifs et éminemment utiles pour le développement de Madagascar dans plusieurs domaines.

M. Louis MICHEL connaît aussi très bien Madagascar. Sa priorité est d'aider tous les Malagasy.

Le peuple de Madagascar ne se résume pas à quelques centaines de personnes vivant dans votre village. Identifier le peuple Malagasy à vos protégés est une mauvaise généralisation. La nation Malagasy est beaucoup plus complexe que cela.

Vous parlez de liberté de la presse ! Vous ignorez peut-être aussi que les journalistes n'ont jamais été aussi nombreux à croupir dans les prisons. Aucune station de radio ne peut émettre en dehors de celles acquises aux putschistes. Les journaux qui osent critiquer les putschistes sont victimes de harcèlement et de sanctions (emprisonnement de leurs directeurs, interdiction de paraître, menace sur les familles des responsables, etc.)

Vous dites que les élections sont la solution de sortie de crise. Oui, effectivement ! A condition qu'elles soient consensuelles, transparentes, justes, et réalisées dans un climat serein et apaisé. Vouloir organiser des élections unilatérales comme le propose les putschistes est tout, sauf démocratique !

Ce qu'elle fait aujourd'hui ne ressemble pas du tout et ne va pas dans le sens de la démocratie:

La CENI, censé être neutre est entièrement aux bottes des putschistes car les membres sont exclusivement nommés par elle.

Les listes électorales sont l'œuvre unilatérale des putschistes.

Nous attirons votre attention sur le bilan des putschistes au bout de un an de pouvoir

1. jamais autant de violence
2. jamais autant d'insécurité
3. Racket des entreprises privées ou publiques
4. pillage des ressources protégées par l'Unesco
5. plus une seule institution debout
6. plus de 300 prisonniers et personnes disparues
7. des centaines de milliers de sans emplois supplémentaires
8. le désordre complet de l'armée
9. la grève des paramédicaux: paralysie du système de soin
10. etc.

Si vous défendez un tel bilan, on est en droit de se demander quel avenir projetez-vous pour vos « protégés » ? Allez-vous faire l'apologie du crime organisé ?

Permettez-nous de vous dire que le peuple malagasy aspire à une autre voie : la vraie indépendance et le vrai développement.

Signé :

Le GTT International
Collectif de la diaspora Malagasy

Eliane NAIKA
Sénatrice de Madagascar

Source : <http://mydago.com/2010/04/droit-de-reponse-au-pere-pedro/>